



ISSN 1841-8333

ISSN en ligne 2261-3463

La communication politique en situation de crise. Une analyse des stratégies de réparation d'image de l'eurodéputée Eva Kaili

Delia Pop-Flanja

Faculté d'études européennes, Université Babeş-Bolyai, Roumanie

delia.flanja@ubbcluj.ro

<https://orcid.org/0000-0002-2449-6157>



Reçu le 28-09-2023 / Évalué le 15-10-2023 / Accepté le 09-11-2023

Résumé

L'objectif de cette étude est d'identifier les stratégies de communication utilisées par Eva Kaili lors du scandale de corruption dans lequel elle a été impliquée. Du point de vue méthodologique, l'étude s'appuie sur l'applicabilité des théories marquantes du domaine de la communication de crise et de la réparation d'image, à savoir la théorie de la réparation d'image de William Benoit et la théorie de la communication de crise situationnelle (SCCT) de Timoty Coombs, à l'étude de cas mentionnée ci-dessus. La nouveauté réside dans le fait que, bien que la littérature de spécialité soit assez abondante en analyses sur la réparation d'image dans le secteur politique, la situation est sans précédent en raison des graves accusations portées contre un membre du Parlement européen et du fait que l'implication d'Eva Kaili dans le scandale n'a pas été analysée du point de vue communicationnel. Ainsi, l'étude peut fournir des informations importantes sur la dynamique de la communication politique et les stratégies utilisées pour surmonter les obstacles liés à l'image.

Mots-clés : réparation d'image, communication politique, Eva Kaili, corruption, Qatargate

Comunicarea politică în situații de criză. O analiză a strategiilor de reparare a imaginii folosite de europarlamentarul Eva Kaili

Rezumat

Scopul acestui studiu este de a identifica strategiile de comunicare folosite de Eva Kaili în scandalul de corupție în care a fost implicată. Din punct de vedere metodologic, studiul se bazează pe aplicabilitatea la această situație a unora dintre teoriile majore în domeniul comunicării de criză și al reparării imaginii, și anume teoria reparării imaginii a lui William Benoit și teoria SCCT a lui Timoty Coombs. Noutatea studiului constă în faptul că, deși literatura de specialitate este destul de abundentă în analize privind repararea imaginii în sectorul politic, situația este inedită din cauza acuzațiilor grave aduse unui membru al Parlamentului European și a faptului că scandalul, în special implicarea Evei Kaili, nu a fost analizat din punct de vedere comunicațional. Prin urmare, studiul poate furniza informații importante privind dinamica comunicării politice și strategiile utilizate pentru a depăși obstacolele legate de imagine.

Cuvinte-cheie: repararea imaginii, comunicare politică, Eva Kaili, corupție, Qatargate

**Political communication in crisis situations.
An analysis of MEP Eva Kaili's image restauration strategies**

Abstract

The aim of this study is to identify the communication strategies used by Eva Kaili in the corruption scandal in which she was involved. From a methodological standpoint, the study draws on the applicability of some of the most important theories in the field of crisis communication and image repair, namely William Benoit's theory of image restauration and Timoty Coombs' SCCT theory, to this case study. The novelty of the study lies in the fact that, although the literature in the field is rather abundant in image repair analyses in the political sector, the situation is unprecedented because of the serious accusations made against a member of the European Parliament and the fact that the scandal, particularly Eva Kaili's involvement, have not been analysed from a communicative perspective. As such, the study can provide important insights into the dynamics of political communication and the strategies used to overcome image-related obstacles.

Keywords: image restauration, political communication, Eva Kaili, corruption, Qatargate

Contexte

Le sujet d'analyse pour cette étude est celui de l'eurodéputée grecque Eva Kaili, qui a été suspendue de ses fonctions de vice-présidente du Parlement européen après avoir été arrêtée dans le cadre d'une enquête pour corruption. Qatargate, qui constitue l'un des plus grands scandales de corruption auxquels le Parlement européen ait jamais été confronté, porte atteinte à la réputation de l'institution et à celle des personnes accusées d'avoir commis des fautes dans cette affaire. Les informations publiées par les médias soulignent que plusieurs membres du Parlement européen ont été approchés par des représentants du Qatar et du Maroc, pour obtenir des avantages illicites. Parmi eux, Eva Kaili, son père Alexandros Kaili, Francesco Giorgi (conjoint d'Eva Kaili et conseiller d'un député européen) et Pier Antonio Panzeri (ancien député européen), ont été arrêtés par la police belge ou italienne, ou séquestrés à leur domicile dans le cadre des enquêtes toujours en cours sur des soupçons de blanchiment d'argent et de corruption (Randerson, 2022).

Ancienne membre du parti de centre-gauche Socialiste & Démocrate (S&D), Eva Kaili avait un portefeuille qui comprenait des responsabilités spéciales liées au Moyen-Orient et a été l'une des défenseuses les plus virulentes du Qatar. Son rôle dans le scandale a été très médiatisé en raison de la haute fonction qu'elle occupait au sein du Parlement européen, mais, peut-être, aussi dans le contexte de son

statut de « célébrité » en Grèce et du fait qu'elle était perçue comme l'une des figures « les plus glamours de Bruxelles » (Wheaton, 2022).

Son équipe de défense, composée de l'avocat belge Sven Mary et du grec Michalis Dimitrakopoulos, a vivement contesté le maintien en détention de Kaili et a demandé sa libération. Ses avocats ont déclaré à plusieurs reprises que Kaili était innocente et qu'elle avait nié toutes les accusations portées contre elle, malgré son exclusion du Parlement européen (avec 625 eurodéputés votant en faveur de cette décision, un seul contre et deux s'abstenant) et son emprisonnement. Elle a aussi transmis ses plaintes concernant la position de ses collègues du Parlement européen, en justifiant qu'elle n'avait rien à voir avec le financement et que sa visite au Qatar avait été approuvée par le Parlement. Lors de sa sortie de prison et son placement en détention à domicile, Dimitrakopoulos a déclaré qu'elle sortait de prison la tête haute et avec dignité et qu'elle se battrait pour son innocence jusqu'à la fin, tandis que Mary a affirmé que les enquêteurs n'avaient pas trouvé de nouvelles preuves pour étayer le dossier contre Kaili et a attaqué le bureau du procureur pour l'avoir gardée derrière les barreaux comme un « trophée » (News Wires, 2022 ; Reuters, 2022 ; Pasara, Liboreiro, Euronews, 2023).

Le procès étant toujours en cours et une condamnation n'ayant été prononcée au moment de la rédaction de cet article, nous présenterons uniquement les stratégies de communication utilisées par Eva Kaili, sans aucune affirmation quant à sa culpabilité.

Fondements théoriques

Afin d'analyser les stratégies de communication utilisées par Eva Kaili dans le cadre du scandale de corruption de 2022, nous nous arrêterons surtout sur deux théories importantes dans ce domaine, à savoir la théorie de la communication de crise situationnelle et celle de réparation d'image. Cette démarche a également pour but d'évaluer dans quelle mesure ces théories sont applicables à des cas similaires, vu que l'implication dans un tel scandale d'un membre du Parlement européen occupant position de haut rang est sans précédent.

La théorie de la communication de crise situationnelle (SCCT), proposée par le chercheur en communication Timothy Coombs, s'appuie sur l'idée qu'il est essentiel d'évaluer les circonstances et le risque sur la réputation associé pour élaborer une réponse efficace à la crise. Selon Coombs, la SCCT cherche à utiliser la recherche et la théorie pour développer des recommandations pour l'utilisation de stratégies de réponse à la crise, stratégies qui doivent être adaptées à la typologie de la situation de crise. Même si l'événement présente un degré élevé d'imprévisibilité,

ce n'est pas seulement l'événement *per se* qui doit être abordé lors de la gestion des aspects de la communication liés aux crises, mais l'événement dans l'ensemble du contexte lié aux perceptions, aux attentes, à l'implication des parties prenantes, à la spécificité et à la manière d'interpréter la situation (Coombs, 2006 : 241-242).

Les dix stratégies de réponse aux crises les plus courantes identifiées par Coombs sont divisées en quatre groupes principaux ou postures, notamment le déni, la minimisation, la reconstruction et le renforcement. Dans la posture de déni, Coombs inclut : (a) attaquer l'accusateur (le gestionnaire de crise confronte la personne ou le groupe qui prétend qu'une crise existe) ; (b) le déni (le gestionnaire de crise affirme qu'il n'y a pas de crise); (c) la désignation d'un bouc émissaire (une personne ou un groupe extérieur à l'organisation est tenu pour responsable de la crise). Dans la posture de minimisation, il inclut : (a) le prétexte/l'excuse (nier toute intention de nuire ou prétendre que l'organisation n'avait aucun contrôle sur les événements qui ont conduit à la crise) et (b) la justification (affirmer qu'il n'y a pas eu de dommages ou de blessures graves, ou prétendre que les victimes méritaient ce qu'elles ont reçu). La posture de reconstruction comprend deux stratégies de réponse : (a) l'offre de compensation et (b) l'excuse (le gestionnaire de crise déclare publiquement que l'organisation assume l'entière responsabilité de la crise et demande pardon). En dernier lieu, la posture de renforcement comprend trois stratégies : (a) le rappel (l'organisation informe les parties prenantes de ses bonnes actions passées) ; (b) la flatterie (l'organisation fait l'éloge des parties prenantes) et (c) la posture de victime, qui implique l'explication du fait que l'organisation est aussi victime de la crise (Coombs, 2015 : 174-175).

William Benoit est un autre chercheur renommé qui s'est penché sur la communication de crise, avant Coombs, notamment sur la réparation d'image. Dans le cas où la réputation d'une organisation/personne est en danger ou a été ternie, le modèle de réparation d'image de Benoit propose quelques tactiques de réponse. Plus précisément, il propose cinq stratégies de réponse, divisées en sous-groupes: (a) la stratégie du déni, avec deux sous-stratégies : le déni simple et le bouc émissaire; (b) l'évitement de la responsabilité, pour réduire la responsabilité perçue de la situation de crise, avec quatre sous-stratégies : la provocation, la défaisabilité, l'accident et les bonnes intentions ; (c) la réduction de l'offense, divisée en : renforcement, différenciation, transcendance, minimisation, attaque de l'accusateur et offre de compensation ; (d) l'action corrective ; (e) la mortification, qui consiste à accepter le blâme, à exprimer des regrets ou à demander le pardon (Benoit, 2015: 22-31).

Un autre élément que nous allons analyser, pour servir un objectif secondaire de la recherche, est la mesure dans laquelle Eva Kaili a utilisé des techniques

d'équivoque au cours des interviews analysées, une stratégie rhétorique qui consiste à utiliser un langage vague pour éviter de répondre directement aux questions. Peter Bull, chercheur en communication politique et membre de la British Psychological Society, qui avait distingué en 2003 douze grandes catégories et trente-cinq techniques d'équivoque utilisées par les politiques pour éviter de répondre aux questions des journalistes, (Bull, 2003 : 114-122) a légèrement actualisé sa théorie sur l'équivoque dans un livre publié en 2023 avec Maurice Waddle, chercheur en psychologie à l'université de York, pour l'analyse des échanges questions-réponses au Parlement, mais aussi pour une meilleure prise de conscience des pratiques de communication dans un large éventail de contextes politiques. Dans ce dernier ouvrage, on a identifié treize catégories, avec leurs sous-catégories associées, comme suit : ignorer la question, prendre acte de la question sans y répondre, mettre la question en doute, contester la question, modifier la question, personnaliser la question pour contester la légitimité de l'intervieweur, refuser de répondre, faire un point politique, répondre de façon incomplète, répéter la réponse à la question précédente, suggérer que l'on a déjà répondu à la question, s'excuser ou prendre la question au sens littéral pour ne pas répondre à son contenu (Bull, Waddle, 2023 : 86-88).

Analyse des stratégies de communication d'Eva Kaili

Bien qu'il soit préférable d'observer les stratégies de communication de crise et leur efficacité une fois la crise terminée, afin d'évaluer correctement la cohérence des réponses ainsi que l'aspect post-crise, nous considérons qu'il est pertinent d'évaluer la réponse de réparation d'image de Kaili à sa sortie de prison, même si l'affaire est toujours en cours d'investigation, car l'intervalle entre le début de la crise et les entretiens analysés est suffisamment long pour qu'une stratégie ait été mise en place et le fait que certains aspects ne soient pas connus est pertinent pour l'identification des potentielles techniques d'équivoque. En outre, sa présence sur les médias sociaux après le début du scandale de corruption et sa sortie de prison étant plutôt faible, la plupart de ses messages étant des partages d'autres messages défendant sa cause, l'analyse de la manière de transmettre l'information au public par le biais des trois entretiens est encore plus pertinente pour sa stratégie de communication globale.

La réputation favorable ou défavorable étant un aspect qui influence fortement la manière dont le public perçoit la gravité d'une crise et il est plus ou moins ouvert aux réponses de la personne ou de l'institution touchée par la crise (Coombs, 2006, 2015), il est adéquat de se pencher sur le parcours de Kaili. Malgré certains aspects liés à son ancienne carrière de présentatrice, quelques cas

d'accusations d'absentéisme à l'université en raison de son activité politique et une prétendue loyauté douteuse envers le parti politique grec social-démocrate PASOK, aucun scandale antérieur notable n'est associé à Kaili (Vinocur et al., 2023). On peut supposer que le fait d'être perçue comme l'une des figures les plus glamour de la scène politique bruxelloise n'a pas aidé à renforcer sa crédibilité auprès du grand public, mais on peut aussi conclure que sa réputation n'a pas été un obstacle majeur aux stratégies d'atténuation de la crise et de réparation d'image.

Kaili s'est exprimée sur les médias européens pour réfuter les accusations portées contre elle dans le cas de Qatargate et elle s'est déclarée innocente. Elle a fait des déclarations à plusieurs médias, sous forme d'interview, à savoir le journal espagnol *El Mundo*, le quotidien français *Libération* et *Corriere Della Sera* d'Italie. Comme récit général, elle a critiqué le gouvernement et les autorités belges pour ce qu'elle percevait comme un mauvais traitement, a nié être au courant du prétendu plan de corruption et a suggéré que les autorités l'avaient prise pour cible parce qu'elle savait trop sur l'espionnage gouvernemental.

Dans sa première longue interview depuis son arrestation, accordée au quotidien français *Libération* en avril 2023, quelques jours avant la levée de son assignation à résidence, Kaili a donné sa version de l'affaire du Qatargate. Dans l'interview publiée le 2 juin 2023, elle est dépeinte comme victime de plusieurs formes d'injustice. L'entretien a eu lieu en présence de ses avocats, Sven Mary et Christophe Marchand, qui sont aussi cités dans l'article.

L'interdiction imposée par le juge d'instruction belge, Michel Claise, « d'entrer en contact avec toutes les personnes impliquées dans le dossier [...], y compris par voie de presse », a été interprétée comme une atteinte à la liberté d'expression et le journaliste Jean Quatremer, signataire de l'article, précise que cette interdiction de « parler aux médias » est « une condition qui n'a pas été imposée à un autre député européen », en suggérant un comportement discriminatoire contre Kaili. Quatremer qualifie cette mesure comme « sidérante » dans un régime démocratique et il suggère que la justice belge, en lui interdisant de s'exprimer, a eu peur qu'Eva Kaili ne « puisse faire entendre sa voix ».

Afin de contribuer encore plus à son image de victime, l'auteur de l'article décrit le duplex de Kaili, où l'entretien a eu lieu, comme « petit », « rien de luxueux », « acheté grâce à un emprunt », avec « des meubles quelconques » et sans « aucun tableau ou objet de valeur » (Quatremer, 2023).

Dans l'interview, Kaili estime avoir été victime de son conjoint, Francesco Giorgi, et d'Antonio Panzeri. Panzeri est en fait portraitisé comme le principal coupable, car il avait profité de Giorgi et « lui donnait des ordres, comme à un

employé qu'on maltraite » et elle se dissocie complètement de lui : « Panzeri était vraiment au milieu de notre couple. Cela me mettait en rage, je n'aimais pas ce personnage ». D'autres accusations d'inconduite et d'abus qu'elle porte font référence au fait qu'elle n'a pas eu droit à un avocat ou à contacter sa famille le premier jour, ainsi qu'aux mauvais traitements reçus au commissariat : « J'ai voulu garder mon manteau parce qu'il faisait froid, ils ont refusé comme ils ont refusé de me donner une seconde couverture. La lumière est restée allumée toute la nuit et il n'y avait pas d'eau courante ». Le journaliste dépeint les événements comme une conspiration contre Kaili : « Mais pourquoi avoir placé Kaili en isolement ? Mystère » (Quartemer, 2023). Pour mettre encore plus en évidence la fait qu'elle a été injustement ciblée, Kaili évoque également la députée européenne Maria Arena, qui a eu le nom abondamment cité dans les conversations écoutées par les services secrets et la justice belges et qui n'avait pas été inquiétée, selon elle. Une autre infraction signalée est la violation de la convention sur les droits de l'enfant et elle raconte qu'Amnesty international Italie a dû intervenir pour qu'elle puisse voir sa fille deux heures, deux fois par mois.

Quant à l'applicabilité des théories présentées ci-dessus dans cette interview, nous pouvons identifier le déni (une autre personne ou un groupe doivent être tenus comme responsables de la crise) et le prétexte/l'excuse, notamment nier toute intention de nuire, pour justifier son action d'essayer de se débarrasser d'une grosse somme d'argent trouvée dans sa maison dans les coffres de Giorgi avec l'aide de son père, par le fait qu'elle a été prise de panique et que l'argent ne lui appartenait pas. En ce qui concerne la posture de renforcement, comme stratégie secondaire dans une situation de crise, nous pouvons distinguer dans cette interview celle de victimisation.

Étant donné que le journaliste n'a pas inclus dans l'article l'intégralité de l'entretien, y compris les questions posées, nous ne pouvons pas évaluer les stratégies d'équivoque de Kaili mais, sur la base de la manière positive dont elle est dépeinte, nous pouvons supposer que l'interaction n'avait pas pour but de nuire à sa réputation. Au contraire, le fait qu'elle a donné de nombreux détails sur la manière dont elle avait découvert les accusations de corruption, sur son enquête et sur son emprisonnement, peut rendre sa version crédible aux yeux des lecteurs.

Dans le quotidien italien *Corriere Della Sera*, le journaliste Giuseppe Guastella a publié aussi une interview avec Eva Kaili, le 4 juin 2023 (Guastella, 2023). L'approche est différente de celle de l'article de *Libération*, puisque, à l'exception d'une introduction sur les événements qui ont conduit à son emprisonnement, avec quelques observations sur le fait que les accusations ont été extrêmement vagues et que le juge Michel Claise lui avait interdit de faire des déclarations à la

presse, l'article présente l'interview sans aucune remarque supplémentaire de la part de l'auteur. Kaili est toujours dépeinte sous un jour positif et sa présomption d'innocence est évidente, mais le journaliste est beaucoup moins véhément dans les accusations de complot contre elle et d'inconduite de la justice belge.

De manière similaire à l'entretien précédent, Kaili raconte les conditions difficiles qu'elle a vécues en prison à la suite de sa détention et souligne que ce sont ses réactions qui la définissent plutôt que son incarcération. De nouveau, elle parle d'une grosse quantité d'argent trouvée à sa maison et décrit comment elle l'a retirée parce qu'elle pensait que l'argent appartenait à Panzeri. Elle est claire sur son innocence, conteste avoir accepté aucune forme de paiement illicite, et parle de ses relations avec Panzeri et Giorgi, dissipant les rumeurs de liens avec la corruption. Les missions diplomatiques sont fournies pour expliquer les rencontres avec le ministre du travail du Qatar. L'accent est mis plus que dans l'article précédant sur les effets émotionnels d'avoir été séparée de sa fille (mentionnée dix fois et présente dans les deux photos de l'article) et exprime son mécontentement face à l'absence d'une présomption d'innocence - par exemple : « Il est triste de voir à quel point la présomption d'innocence n'est pas respectée », « se servir de ma fille pour faire pression sur moi » ou « utiliser ma fille pour faire pression sur moi a été un acte impitoyable et je suis reconnaissante à Amnesty International Italie d'avoir soulevé cette question » (Kaili, dans Guastella, 2023).

Nous pouvons également observer l'utilisation de techniques d'équivoque, par exemple répondre de façon incomplète lorsqu'il s'agissait de l'implication et l'immunité de l'eurodéputée Maria Arena, dont le nom est sous-entendu mais pas mentionné, ou des relations actuelles avec Giorgi : « Q : Faites-vous référence aux députés italo-belges Marc Tarabella et Maria Arena ? R : Les noms sont dans les dossiers. » / « Q : Et comment allez-vous avec Francesco Giorgi ? R : L'avenir nous le dira. Il est un père formidable pour ma fille » (Guastella et Kaili, dans Guastella, 2023). Concernant les techniques de communication de crise, nous avons identifié le déni de la culpabilité ou de la magnitude de la crise, la défensabilité (en invoquant un manque de connaissance ou de contrôle de facteurs importants), la justification pour l'intention de cacher l'argent trouvé dans sa maison, ainsi que la transcendance (en plaçant les rencontres avec le Ministre du Travail du Qatar dans le contexte des rencontres avec plusieurs ambassadeurs et ministres et de sa position de vice-présidente chargée des relations avec les pays du Moyen-Orient).

La troisième et dernière interview de cette série qui fait le sujet de notre analyse est celle accordée au quotidien espagnol *El Mundo*, publié le 4 juin 2023, en deux parties (Urreiztieta, 2023). Dans cette interview, Kaili a précisé que son équipe juridique avait la preuve que l'ensemble du comité PEGA, mis en place pour

recueillir des informations sur la mesure dans laquelle les États membres ou les pays tiers avaient recours à une surveillance intrusive, avait été surveillé illégalement. La version vidéo est moins centrée sur son activité politique que sur la succession des événements les premiers jours de l'investigation ; de plus, l'inclusion de la vidéo dans l'article permet de raconter l'histoire d'une manière plus vivante et plus convaincante et la forme orale peut contribuer à obtenir le soutien du public (Corpădean, 2014 : 158). Outre la vidéo, le journal a également publié deux photos de Kaili, prises dans le même cadre que l'interview vidéo, mais, contrairement à l'approche adoptée par le journal italien, elle n'est pas accompagnée par sa fille. La version écrite est plus longue que la vidéo, sous forme de questions-réponses, sans commentaires supplémentaires d'Esteban Urreiztieta, auteur de l'article et directeur adjoint du journal *El Mundo*.

D'une manière plus véhémence que dans les deux autres articles, Kaili a suggéré qu'elle avait été prise pour cible en raison de ses activités politiques et que « Le fait que les services de sécurité aient surveillé des membres élus du Parlement devrait susciter d'énormes inquiétudes quant à l'état de la démocratie européenne. [...] Cela va au-delà de l'aspect personnel : Nous devons défendre le Parlement européen et le travail de ses membres » (Kaili, dans Urreiztieta, 2023). Alors, nous pouvons identifier la stratégie de transcendance, aussi que celle d'attaquer l'accusateur.

Similairement aux deux autres entretiens, elle affirme clairement son innocence et qu'aucun pays ne lui a jamais offert d'argent. Afin de légitimer ses affirmations, elle mentionne que c'est également l'avis de ses avocats qu'il s'agit d'une opération basée sur de fausses preuves. Dans la version écrite de l'interview, elle présente son intérêt pour la politique comme ayant été motivé par son désir d'agir et de résoudre les problèmes autour d'elle. Elle évoque également sa fille quelques fois, mais l'accent est mis beaucoup moins que dans son interview pour le journal français sur cet aspect et sur les mauvais traitements de la part de la justice belge, et plus sur le prétendu espionnage et le scandale Pegasus. En ce qui concerne les accusations de corruption, elle les nie avec véhémence et justifie les cadeaux qu'elle a reçus comme étant « des souvenirs que nous avons échangés contre des cadeaux de même valeur [...] Je peux vous en montrer (elle prend sur son étagère un flacon de parfum, une statuette et un ensemble de verres promotionnels qataris) » (Kaili, dans Urreiztieta, 2023).

Les accusations contre Panzeri sont exprimées de manière plus équivoque et, bien que son implication soit mentionnée, elle utilise une technique de dissociation et de défensabilité à son égard : « Je l'ai rencontré à plusieurs reprises [...] Mais laissons Panzeri expliquer son cas, je ne connais pas les détails » ; elle utilise des techniques similaires en faisant référence aux représentants du Qatar et du Maroc :

« Cela fait partie du travail politique. Mais je n'étais pas dans le groupe des amis du Qatar ou du Maroc au Parlement européen ». La transcendance est appliquée pour réduire le caractère offensant et pour placer les actions dans un contexte plus large : « Il y a des groupes d'amitié de nombreux pays. Si vous criminalisez toute relation diplomatique ou tout débat et que vous ne fassiez pas confiance au système politique, nous changeons les règles » (Kaili, dans Urreiztieta, 2023). En ce qui concerne la posture de renforcement, nous pouvons identifier dans cette interview, en dehors de la victimisation, le rappel de son travail assidu et de ses bonnes intentions en tant que membre du Parlement européen, du fait que sa préoccupation principale a été de protéger la vie privée et la liberté d'expression des citoyens.

Nous estimons que l'option de donner des interviews, dans des journaux de trois pays différents, en trois langues différentes, est une bonne manière de répondre à ce scandale, car elle a permis à Kaili de s'adresser directement à un large éventail de publics, de programmer stratégiquement le moment de la diffusion, de recadrer et de contrôler le récit entourant le scandale, de faire preuve de transparence et d'amener le public à s'intéresser à elle à un niveau plus personnel et humanisé.

Conclusions

Pour conclure, Eva Kaili essaye d'offrir une alternative à l'image de personnalité politique « glamour » accusée de corruption qui était véhiculée dans les médias, et se présente comme une personne qui a progressé dans sa carrière grâce à ses propres efforts, qui a été appréciée (et probablement même surveillée de manière illégale) pour son activité et son engagement politique, qui n'est pas corrompue et est préoccupée par les menaces qui pèsent sur la démocratie, qui a ouvert sa maison aux journalistes, qui est transparente et disposée à donner des réponses détaillées aux questions relatives aux motifs pour lesquels elle fait l'objet d'une enquête et à son emprisonnement, qui est ciblée dans une certaine mesure en raison de sa position, qui a subi des mauvais traitements au cours de l'enquête et, enfin, qui est une mère qui veut être avec sa fille.

Nous pouvons considérer que l'une de ses réponses explique pourquoi elle a décidé de donner les interviews à ce moment-là : « Je suis journaliste et je sais que lorsqu'il y a une tempête médiatique contre vous, vous devez rester assis et attendre qu'elle passe pour parler. » (Kaili, dans Guastella, 2023). Il reste à voir dans quelle mesure les accusations de corruption portées contre elle s'avéreront légitimes ou non, mais ses stratégies de communication, en particulier dans ces entretiens, peuvent être considérées comme bien élaborées et conformes aux théories présentées dans cet article. Ainsi, cette étude de cas nous fournit des informations importantes sur le

processus d'excuses publiques et peut offrir des suggestions essentielles pour la gestion de la communication de crise dans la pratique.

En ce qui concerne les techniques d'équivoque, même si quelques-unes ont été identifiées, il ne s'agit pas de types d'entretiens qui mettraient la personne publique en difficulté et pourraient porter atteinte à son image, et c'est pourquoi leur identification a été un objectif secondaire de cette recherche, particulièrement pour confirmer l'hypothèse selon laquelle les entretiens se sont déroulés de manière bienveillante. En tant qu'orientation future de recherche, une analyse des stratégies de communication employées au niveau de l'Union européenne, par des représentants du Parlement européen, tels que la présidente Roberta Metsola, peut contribuer à créer une image plus complète de la façon dont le scandale a été traité non seulement au niveau personnel, mais aussi au niveau institutionnel.

Bibliographie

Benoit, W.L. 2015. *Accounts, excuses, and apologies: A theory of image restoration Strategies*, deuxième édition. Albany, New York: State University of New York Press.

Bull, P. 2003. *The Microanalysis of Political Communication: Claptrap and Ambiguity*. Routledge, London and New York.

Bull, P., Waddle, M. 2023. *The Psychology of Political Communication. Politicians Under the Microscope*, Routledge, London et New York.

Coombs, T.W. 2006. « The Protective Powers of Crisis Response Strategies: Managing Reputational Assets During a Crisis ». *Journal of Promotion Management*. vol. 12(3/4). [En ligne] : 2006, <http://www.haworthpress.com/web/JPM>, [consulté le 5 avril 2023].

Coombs, W. T., Holladay, S. J. 2006. « Unpacking the halo effect: Reputation and crisis management ». *Journal of Communication Management*, 10(2), p. 123-137.

Coombs, W.T. 2015. *Ongoing Crisis Communication. Planning, Managing and Responding*, quatrième édition. California, Sage.

Corpădean A.G. 2014. The State of the Union Address - a Useful EU Communication Endeavour under American Inspiration ? In : Boldea, I. (éd.), *Globalization and intercultural dialogue : multidisciplinary perspectives*, section *Communication and Public Relations*, Târgu-Mureș : Arhipelag XXI, p. 157-164.

Guastella, G. 2023. « Eva Kaili, l'intervista: Se avessi fatto nomi importanti sarei tornata da mia figlia, ma avrei dovuto mentire ». *Corriere Della Serra*, 04 juin. [En ligne] : https://www.corriere.it/esteri/23_giugno_04/eva-kaili-se-avessi-fatto-nomi-importanti-sarei-tornata-mia-figlia-ma-avrei-dovuto-mentire-9c83f470-02b0-11ee-b7bb-578b9f133bbc.shtml [consulté le 7 septembre 2023].

News Wires, France 24. 2022. « Qatargate: European Parliament VP Eva Kaili stripped of role amid corruption scandal », 13 décembre. [En ligne] : <https://www.france24.com/en/europe/20221213-european-parliament-moves-to-strip-vp-role-from-lawmaker-accused-of-corruption> [consulté le 30 août 2023].

Pop-Flanja, D. 2018. « Le discours sur le Brexit. Une analyse des stratégies discursives de Theresa May ». *Synergies Roumanie*, n° 13, p. 11-22. [En ligne] : https://gerflint.fr/Base/Roumanie13/pop_flanja.pdf [consulté le 30 août 2023].

Psara, M., Jorge Liboreiro, J. 2023. « EU corruption scandal: Eva Kaili released from prison and put under house arrest ». *Euronews*, 12 avril. [En ligne] : <https://www.euronews.com/my-europe/2023/04/12/corruption-scandal-eva-kaili-released-from-prison-and-put-under-house-arrest-lawyer-says>, [consulté le 8 août 2023].

Quatremer, J. 2023. « J'étais paralysée de terreur : l'eurodéputée Eva Kaili donne sa version de l'affaire du Qatargate ». *Libération*, 02 juin. [En ligne] : https://www.liberation.fr/international/europe/jetais-paralysee-de-terreur-leurodeputee-eva-kaili-donne-sa-version-de-laffaire-du-qatargate-20230602_65BRKVIE7ZGRFOUSH3KZFXDSL/ [consulté le 8 août 2023].

Randerson, J. 2022. « Who's who in the Qatar corruption scandal? ». *Politico*, 14 décembre. [En ligne] : <https://www.politico.eu/article/qatargate-who-is-being-investigated-eva-kaili-european-parliament-corruption-ngos/> [consulté le 7 septembre 2023].

Reuters. 2022. « Kaili feels betrayed over European Parliament stance in Qatar graft scandal-lawyer », 13 décembre. [En ligne] : <https://www.reuters.com/world/europe/kaili-feels-betrayed-over-european-parliament-stance-qatar-graft-scandal-lawyer-2022-12-13/> [consulté le 3 août 2023].

Urreiztieta, E. 2023. « Eva Kaili: Cinco países, entre ellos España, espionaron al Comité Pegasus del Parlamento », *El Mundo*, 04 juin. [En ligne] : <https://www.elmundo.es/internacional/2023/06/03/6479d07ffc6c831e628b45e3.html> [consulté le 7 septembre 2023].

Urreiztieta, E. 2023. « Eva Kaili: Hay una conexión entre el espionaje al Gobierno de Sánchez y Marruecos », *El Mundo*, 04 juin. [En ligne] : <https://www.elmundo.es/internacional/2023/06/04/6479e539fdddf13b28b45c4.html> [consulté le 7 septembre 2023].

Vinocur, N., Stamouli, N., Wax, E., Volpicelli, G. 2023. « Too close to the sun: The making and unmaking of Eva Kaili. How the Greek celebrity politician soared to the top of EU politics – and crashed into jail ». *Politico*, 03 mars. [En ligne] : <https://www.politico.eu/article/eva-kaili-qatargate-corruption-mep-profile/> [consulté le 8 août 2023].

Wheaton, S. 2022. « Qatar scandal: What just happened at the European Parliament? ». *Politico*, 11 décembre. [En ligne] : <https://www.politico.eu/article/eva-kaili-doha-panzeri-qatargate-what-just-happened-at-the-european-parliament/> [consulté le 5 avril 2023].